PCRF

Parti Communiste Révolutionnaire de France

L'ACTIVITÉ DES PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS DANS LES CONDITIONS DE LA PANDÉMIE ET DE LA CRISE DU CAPITALISME, POUR LA DÉFENSE DE LA SANTÉ ET DES DROITS DES COUCHES POPULAIRES DANS LA LUTTE POUR LE CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ ET LE SOCIALISME



SolidNet.org

L’activité des partis communistes et ouvriers dans les conditions de la pandémie et de la crise du capitalisme, pour la défense de la santé et des droits des couches populaires dans la lutte pour le changement de société et le socialisme.

Dans cette brochure, nous traduisons en français les contributions de nos partis frères (Parti communiste de Grèce, le Parti du travail de Corée, le Parti communiste des travailleurs d’Espagne et le Parti communiste ouvrier de Russie) dans le numéro spécial de 2020 de la revue internationale d’information de la Rencontre internationale des partis communistes et ouvriers (Solidnet).

Sommaire

Parti Communiste de Grèce - 2

Parti du Travail de Corée - 11

Parti Communiste des Travailleurs d’Espagne -16

Parti Communiste Ouvrier de Russie - 20

Parti Communiste de Grèce

Une situation et des évolutions sans précédent dans un contexte de pandémie - de nouvelles tâches majeures pour le mouvement communiste et ouvrier

Il est évident que la classe ouvrière et les peuples du monde entier se trouvent aujourd'hui confrontés à une situation sans précédent, tout au moins pour les générations les plus jeunes.

Cette situation fournit à la classe ouvrière et aux forces populaires une nouvelle expérience, offre de nouvelles preuves du caractère historiquement dépassé du capitalisme et, de ce point de vue, fixe de nouvelles exigences pour la lutte des classes et assigne de nouvelles tâches aux partis communistes et ouvriers.

Incontestablement, les évolutions internationales et régionales sont actuellement définis par :

‣ L'apparition et la progression de la pandémie au niveau international, la situation tragique des systèmes de santé publique, les conséquences de la pandémie sur la vie et sur les droits de la classe ouvrière et des couches populaires, en raison des politiques anti-populaires menées par les États bourgeois et le capital.

‣ Le déclenchement, l'évolution et l'approfondissement de la crise économique, dont la cause fondamentale n'est pas la pandémie, comme le prétendent les gouvernements bourgeois et les organisations internationales. De graves problèmes de suraccumulation du capital préexistaient dans l'économie capitaliste mondiale, ce qui a mathématiquement conduit à une nouvelle crise, qui a par la suite été accélérée par la pandémie.

‣ La poursuite de l'escalade des compétitions inter-impérialistes en Méditerranée orientale et dans d'autres régions du monde, entre les États-Unis, l'OTAN, l'Union Européenne et d'autres blocs de forces et états puissants, tels que la Russie et la Chine.

Les facteurs ci-dessus, malgré leur indépendance relative, s'influencent mutuellement mais ne "coïncident" pas en raison des conjonctures comme le prétendent les divers gouvernements bourgeois et les forces politiques qui défendent le système d'exploitation actuel.

Cette analyse dissimule l'essence de classe et l'essence plus profonde des faits. Elle occulte le fait que tous ces facteurs se renforcent mutuellement, chacun étant la continuation de l'autre.

Ce n'est pas une coïncidence si les gouvernements et les grands groupes économiques étaient déjà prêts à se saisir de l'occasion de la pandémie pour faire passer des mesures contre les travailleurs, telles qu'une plus grande flexibilité du temps de travail ou encore le télétravail, qu'ils avaient dans leurs plans depuis longtemps.

Ce n'est pas une coïncidence si une nouvelle crise financière se profilait déjà depuis un certain temps, d'après les estimations des états-majors des systèmes eux-mêmes, si la reprise capitaliste de la période précédente a été faible et si la pandémie a agi comme un catalyseur.

Ce n'est pas une coïncidence si les compétitions internationales féroces autour des ressources productrices de richesses et des voies d'acheminement de l'énergie, qui vont même jusqu'à provoquer des conflits militaires ou des guerres, se développent parallèlement aux compétitions économiques entre États capitalistes.

Ce n'est pas une coïncidence si même la recherche d'un traitement contre la pandémie, en particulier la course et la compétition autour du vaccin, est soumise à ces contradictions.

En réalité, ce sont des manifestations de la même politique bourgeoise. Au cœur de cette politique se trouve la sauvegarde de la rentabilité du capital à tous les niveaux, toujours au détriment des besoins populaires.

Il s'agit, après tout, des impasses, de la barbarie, de la corruption et de la décadence du système capitaliste lui-même, pour lesquelles les peuples doivent payer par davantage d'exploitation, de pauvreté, de chômage, et même de leur propre sang dans le cas de conflits militaires.

Tout cela est bien illustré par le slogan "Le virus, c'est le capitalisme" que nous avons lancé à l'occasion de la pandémie.

Le fait que les peuples du monde entier soient confrontés partout aux mêmes conséquences, offre la possibilité de renforcer l'internationalisation de la lutte de classe, et en définitive la lutte révolutionnaire contre la barbarie capitaliste-impérialiste.

*****

Le déclenchement de la pandémie, sa propagation rapide et ses conséquences profondes sur la vie humaine, notamment dans les États capitalistes les plus développés, ont fait remonter à la surface de graves problèmes, qui préexistaient bien sûr, mais qui émergent aujourd'hui de manière tragique et éclatante.

Les grandes contradictions et contrastes qui existaient déjà sont encore plus évidents dans chaque aspect de la vie et de la réalité sociale, économique, politique et culturelle, dans chaque pays séparément et à l'échelle internationale.

Nous devons, sans faute, faire un effort plus grand et travailler à une plus grande contribution collective, non seulement pour recenser et analyser les problématiques nouvelles, mais aussi pour les mettre davantage en évidence, ainsi que les principales tendances d'évolutions, pour en tirer les conclusions et les tâches nécessaires, tant au niveau théorique que politique et pratique. Après tout, de nombreuses questions et aspects sont encore en cours d'évolution.

Les évolutions que nous connaissons actuellement montrent, et confirment une fois de plus, que le véritable danger pour tous les peuples du monde réside dans le capitalisme à son stade le plus élevé, c'est-à-dire l'impérialisme.

Non seulement il va à l'encontre des besoins du peuple et du développement social lui-même, mais il cause constamment des dommages irréparables à grande échelle dans tous les secteurs, en raison de l'aiguisement de ses contradictions.

Si des solutions basées sur les besoins réels du peuple ne sont pas imposées, le peuple souffrira, vivra dans des conditions misérables et paiera constamment de sa poche pour que les quelques maîtres du capital s'enrichissent.

Il est temps, et cela deviendra encore plus urgent avec la fin de la pandémie dans les prochains mois, de renforcer l'Alliance sociale, la ligne de lutte anti-monopoliste et anticapitaliste ainsi que notre propre proposition alternative, notre propre réponse, c'est à dire la réponse de l'espoir socialiste de demain.

La nécessité et l'opportunité du socialisme et de la révolution socialiste remontent à la surface, et au fil du temps, elles le feront de manière encore plus impérative, avec de nouvelles dynamiques.

*****

Les effets de la pandémie de coronavirus ont sans aucun doute agi comme un catalyseur dans l'aggravation des problèmes qui préexistaient dans l'économie capitaliste.

Le KKE, même lorsque les gouvernements grecs (et pas seulement eux) célébraient la "croissance", avait averti que le problème de la suraccumulation du capital, qui est à l'origine de la crise, non seulement n'a pas été résolu, mais s'est aggravé, renforçant le risque d'une nouvelle crise, peut-être plus tôt que prévu.

En fait, l'économie grecque est encore plus exposée à ces chocs, en raison de ce qu'il est convenu d'appeler son "extraversion", c'est-à-dire sa grande dépendance à l'égard du tourisme et de la navigation, du transport international en général .

Cette nouvelle crise, qui est la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, suscite un débat sur la nécessité d'une intervention plus forte de l'État dans l'économie.

Le même débat a lieu au sein de l'UE, en même temps bien sûr que le débat sur quels États capitalistes, et par conséquent quels groupes monopolistiques, devront bénéficier plus ou moins de cette intervention.

Les pays dont les déficits et les dettes sont moindres soutiennent que les prêts aux économies devraient être l'affaire de chaque État individuellement, par le biais des mécanismes de soutien actuels. Les pays dont les déficits sont plus élevés, comme l'Italie et l'Espagne, qui auront besoin d'importantes enveloppes pour soutenir leurs propres grands groupes économiques, affirment que ces prêts devraient être accordés sur la base d'une "mutualisation de la dette".

Ce qui se confirme une fois de plus, c'est l'imposture de la "solidarité européenne".

Cette intervention accrue de l'État ne constitue pas un soi-disant tournant pro-populaire, comme le prétendent certaines forces, en particulier d'origine sociale-démocrate, et il ne s'agit pas non plus d'un fait sans précédent dans l'histoire.

Souvent, lorsque la stabilité de l'économie capitaliste est menacée, l'État intervient et, en substance, "nationalise" les pertes et les dettes des grands groupes et des banques, afin de pouvoir, après un certain temps, "re-privatiser" les profits au bénéfice d'une minorité.

Le fait que l'UE ait donné à cette intervention le nom de code de "nouveau plan Marshall" suffit à révéler ses véritables objectifs.

Il convient de rappeler que les fonds américains qui ont afflué dans l'Europe en ruines de l'après-guerre, dans le cadre du Plan Marshall, après la Seconde Guerre mondiale, ne constituaient non pas un acte de solidarité avec les peuples européens, mais une action vitale pour le système capitaliste lui-même. Ces fonds ont été utilisés, d'une part, pour la reconstruction capitaliste de l'Europe, qui était cruciale pour les exportations américaines, et d'autre part pour arrêter l'élan du socialisme et du mouvement ouvrier révolutionnaire, qui avait alors émergé de la Seconde Guerre mondiale avec un grand prestige parmi les peuples. C'est pour cette raison qu'une grande partie du Plan Marshall était surtout destinée aux infrastructures, par exemple militaires, comme en Grèce, en visant principalement le système socialiste et la lutte des peuples.

Cependant, la nécessaire intervention de l'État d'après-guerre pour la reproduction du capital n'a ni mis fin au cercle vicieux des crises, ni assuré la prospérité des peuples. Les avantages qu'elle offrait, dans le but d'intégrer les forces ouvrières et populaires, portaient l'empreinte de la gloire des acquis sociaux en URSS et dans les autres pays du socialisme, mais aussi de la lutte même des peuples d'Europe.

Les forces politiques néo-libérales, sociales-démocrates et de la soi-disant "gauche" blanchissent cette politique de l'UE en affirmant que "cette fois, l'UE est du bon côté de l'histoire". Elles mentent sciemment aux peuples. Ce sont les mêmes forces qui ont commis des crimes contre leurs peuples et contre les systèmes de santé publique lorsqu'elles étaient au pouvoir. C'est ce qui se passe par exemple en Grèce, actuellement avec le gouvernement de droite (Nouvelle Démocratie, ND) et auparavant avec le gouvernement dit de gauche de SYRIZA, ainsi qu'en Espagne, où des milliers de personnes meurent chaque jour, avec le gouvernement social-démocrate (Parti socialiste ouvrier espagnol, PSOE) soutenu par la soi-disant gauche Podemos.

En ce qui concerne plus particulièrement le caractère de la crise, les pôles opportunistes centraux en Grèce ont d'abord parlé d'une "crise sanitaire qui avait également des conséquences économiques parce qu'elle coïncidait avec les contradictions du système", contribuant ainsi à la perception bourgeoise générale et à la propagande affirmant que la crise serait exclusivement causée par le coronavirus. Ils dissimulent ainsi le fait qu'il s'agit d'une crise de suraccumulation du capital résultant du fonctionnement naturel du système capitaliste et que la confrontation inévitable avec la pandémie de coronavirus a seulement affecté le cours de cette crise.

Bien sûr, dans le même temps, ils ont apporté quelques ajustements à leur position, tandis que d'autres ont rétabli la perception opportuniste largement répandue durant la période des mémorandums, affirmant que la "position de dépendance et subordination de la Grèce" serait responsable de la crise. Selon cette analyse politique, le développement capitaliste inégal apparaît simplement comme une responsabilité politique des gouvernements bourgeois et dans le même temps, le renforcement de la compétitivité de l'industrie nationale apparaît comme une issue favorable au peuple. Il s'agit d'une ligne politique qui occulte le véritable adversaire et favorise objectivement un climat de coopération de classe et d'illusions sur l'existence d'un autre soi-disant "modèle de développement capitaliste favorable au peuple". En ce qui concerne l'escalade des attaques contre les droits des travailleurs et des peuples, ils se concentrent principalement contre le gouvernement ND et contre son "programme néolibéral".

Leur logique "anti-droite" peut être vue non seulement dans l'exagération de la ND comme unique responsable des politiques anti-populaires, mais aussi dans la caractérisation de SYRIZA comme "social-libéral", alors que la détermination du "tournant réactionnaire" du capitalisme est pour eux uniquement basée sur l'émergence de gouvernements libéraux ou "d'extrême droite" au niveau international, ce qui blanchit pratiquement toutes les autres versions de gestion qui alternent à la tête du pouvoir bourgeois. De cette manière, ils tentent de soutenir la stratégie des différents

"gouvernements de transition" qui nous mèneraient progressivement et finalement au socialisme, ce que l'expérience internationale a démontré comme étant faux.

Il est une fois de plus confirmé qu'il existe une convergence stratégique de ces forces, et que les partis bourgeois, malgré leurs différences, ont la capacité de s'adapter aux besoins et aux priorités du système capitaliste.

À l'heure actuelle, l'adoption d'une politique keynésienne expansionniste n'apportera pas de croissance dynamique, pas même à un quelconque niveau du passé, car la reprise capitaliste précédente était également faible et n'avait pas atteint les niveaux d'avant la crise. En outre, les travailleurs ne bénéficieront pas de cette croissance, alors que dans le même temps, l'attaque féroce contre les revenus et tous les droits des travailleurs et du peuple se poursuit. L'intervention accrue de l'État, en fin de compte, fait peser le fardeau une fois de plus sur les épaules du peuple, mais d'une manière différente. Le peuple doit payer les nouveaux prêts de l'État et alléger le fardeau des grands groupes privées déficitaires.

Voilà ce que nous vivons en Grèce en ce moment. Au cours des années précédentes, les travailleurs ont payé les mémorandums et les mesures anti-populaires sévères qui leur ont été imposées par tous les gouvernements. Ces mesures restent en vigueur, tandis que le peuple est maintenant appelé à payer les nouveaux emprunts et déficits qui seront créés, avec de nouvelles mesures qui sont déjà testées dans le "tube à essai de la santé", sous le prétexte de la pandémie.

D'un côté, des milliers de licenciements, des modifications néfastes du statut de l'emploi, des travailleurs aux conditions de travail flexibles qui n'ont même pas droit à la maigre allocation de 500 euros, la destruction des indépendants et des petits et moyens agriculteurs. D'autre part, une énorme quantité d'argent pour les grandes entreprises et les banques.

Dans le même temps, le système de santé publique est déjà à bout de souffle et sans défense, tandis que les lieux de travail, les écoles et les moyens de transport se transforment en bombes sanitaires, comme en témoignent les statistiques officielles du gouvernement.

L'affirmation du gouvernement selon laquelle notre pays n'a pas connu de conditions horribles comme dans d'autres pays, par exemple l'Italie, est trompeuse. Non seulement parce que le système de santé publique grec s'est transformé récemment en un "système à maladie unique", excluant dans de nombreux cas les soins pour d'autres cas critiques, thérapies ou maladies chroniques, mais aussi parce que nous ne nous sommes pas encore remis de la pandémie.

Dès le début de la pandémie, le critère du gouvernement n'était pas la santé de la population, mais de stopper le délabrement du système de santé publique, système qui se trouve aujourd'hui dans un état déplorable sous la responsabilité de tous les gouvernements précédents. Son critère était de mieux contrôler l'impact de la pandémie sur l'économie, principalement à l'approche de la saison touristique, pour éviter de compromettre la stabilité du gouvernement par une recrudescence incontrôlée de la pandémie, comme celle que nous avons observée dans d'autres pays de l'UE et aux États-Unis.

Il est crucial et urgent que les partis communistes et ouvriers, les syndicats et les autres organisations de masse du mouvement populaire, mènent la lutte :

- Pour des mesures de protection de la santé de la population.

- Pour la protection des travailleurs sur leur lieu de travail.

‣ Pour qu'aucun travailleur ou chômeur ne soit privé d'un revenu décent et afin qu'ils ne paient pas une fois de plus la crise capitaliste.

‣ Pour le renforcement du système de santé public en infrastructures et en personnel, avec la réquisition des établissements de santé privés.

En outre, aujourd'hui, la nécessité d'un système de santé exclusivement public et gratuit, avec l'élimination de toute activité commerciale, est démontrée de manière dramatique. Aujourd'hui, il est indiscutable que la santé des gens, leur soin, leur protection et leur sécurité sont incompatibles avec le profit capitaliste, la voracité du capital et le mode de production capitaliste.

Voyons par exemple ce qui se passe avec les tests et le vaccin et comment la douleur et la peur sont transformées en marchandise.

L'UE et les gouvernements font de la publicité pour leurs contrats avec les groupes commerciaux pharmaceutiques multinationaux pour le vaccin, alors que personne ne garantit que leur vaccin sera sûr et efficace. Avec la guerre de la concurrence qui dissimule la vérité, on ne sait plus qui croire. C'est pourquoi la question de la santé est une question de vie ou de mort et, à ce titre, il n'y a pas de place pour le marché et les profits dans ce domaine.

Nous considérons qu'il est vital et, en même temps, faisable au 21ème siècle :

De fonder la recherche pour la prévention et le traitement des maladies sur la collaboration scientifique entre les hôpitaux, les universités, les centres de recherche et une industrie pharmaceutique d'État, le critère n'étant pas le profit pour les entreprises et le brevetage, mais la gestion directe des besoins, le soulagement et le traitement de la douleur humaine.

Les peuples des pays socialistes ont connu tout ce que nous venons d'évoquer il y a des décennies, avec des capacités et un niveau de développement bien inférieurs. Tout cela montre qu'aujourd'hui, à l'époque de la quatrième révolution industrielle, avec ses capacités infiniment plus grandes, ce n'est pas une utopie, mais quelque chose de tout à fait réaliste, nécessaire et opportun. Pour cette raison, notre lutte quotidienne doit être orientée vers la projection de cette nécessité, vers la supériorité du socialisme - communisme.

Le virus s'affaiblira à un moment donné, mais la question essentielle est de savoir comment nous allons faire face à ce système pourri qui, avec ou sans pandémie, condamne toujours le peuple à l'exploitation, à la pauvreté, au chômage, à des hôpitaux dépouillés, à la barbarie du profit.

****

Tout ce qui a été gagné au 20ème siècle a été rendu possible par de dures batailles, avec une ligne de combat, en lien avec la lutte des communistes et sous le poids décisif qu'ont eu les acquis des travailleurs dans les pays de construction socialiste.

Alors que le système tente par tous les moyens de convaincre le peuple que la lutte des classes est terminée, que les luttes sont " rétro ", de la même manière le système se prépare par tous les

moyens, à affronter la nouvelle montée des luttes, la nouvelle réponse aux problèmes qui se multiplient pour la grande majorité du peuple.

Plus ils semblent forts aujourd'hui, plus ils sont vulnérables. C'est pour cela qu'ils empiètent sur le droit de grève et le fonctionnement des syndicats. C'est pour cela qu'ils adoptent des lois pour restreindre les manifestations et les votes afin de se défendre contre les idées radicales. Ils tentent également une énorme attaque idéologique contre l'idéologie communiste d'avant-garde en la calomniant. Ils "mettent dans le même sac" les honorables luttes populaires ouvrières d'avant-garde et des choses insondables, telles que le terrorisme individuel, les djihadistes, les éléments fascistes nazis, et plus encore, avec des phénomènes dont il a été prouvé qu'ils sont liés à ce même système de mille et une façons.

Cette peur explique l'escalade des attaques contre le mouvement communiste mais aussi contre le socialisme que nous avons connu.

Qui attaque vraiment le socialisme ?

‣ L'UE et le système d'exploitation où leurs systèmes de santé les plus puissants se sont effondrés, laissant les peuples sans protection, creusant des fosses communes pour faire face à la pandémie.

‣ L'UE qui a comme ligne directrice le travail jusqu'à 70 ans avec des miettes pour les salaires et les pensions au niveau des compléments de revenus.

‣ L'UE qui a fait de l'éducation une denrée inaccessible pour la majorité.

‣ L'UE et le système d'oppression étatique aux dépens des peuples, l'UE des camps de concentration pour les réfugiés et les immigrés, l'UE des guerres impérialistes.

‣ L'UE qui persécute les partis et les symboles communistes, qui donne raison aux criminels nazis et tente de réécrire l'histoire comme elle l'entend, par des histoires et des scénarios inventés de toutes pièces, basés sur la théorie des "deux extrêmes". Ils dépensent des sommes énormes pour cela, mais cela ne les mènera nulle part.

Qui, ici en Grèce, dit que "le socialisme est dépassé" ?

‣ Ceux qui ont imposé dans la pratique que la santé soit basée sur la quantité d'argent que vous avez. En pleine pandémie, seules les personnes qui ont l'argent pour payer peuvent faire des tests.

‣ Ceux qui aujourd'hui imposent des heures supplémentaires non payées aux travailleurs qui ont été mis en quarantaine parce qu'ils sont tombés malades, les punissant par essence une nouvelle fois.

‣ Le gouvernement ND et les partis bourgeois qui, dans la pratique, ont tous placé la santé dans la balance coûts-bénéfices et ont répondu que tout ce qui coûtait de l'argent doit être supprimé.

‣ Ceux qui observent les protocoles de santé comme bon leur semble, pour finalement les mettre en lambeaux au profit des armateurs, des entreprises de transport et des hôteliers.

‣ Ceux qui, depuis six mois, n'ont absolument rien fait pour assurer le droit à l'éducation de la jeunesse, avec autant d'éducateurs nécessaires, avec autant de salles de classe nécessaires, avec tout le personnel de nettoyage requis, avec 15 élèves par classe, avec des moyens et des mesures de protection sanitaire garantis pour tous.

‣ Ce sont ceux, en période de pandémie et de « déclaration de guerre », qui au lieu d'embaucher tout le personnel nécessaire, de renforcer les soins de santé primaires, de réquisitionner le secteur privé de la santé, ont choisi entre autres, d'augmenter les indemnités des caisses des immenses cliniques privées de soins de santé.

Face à toute cette barbarie, l'exemple de Cuba, qui a envoyé une aide internationaliste touchante via des Brigades internationales de médecins et d'infirmières spécialisés dans de nombreux pays touchés, est un phare. Et ils l'ont fait tout en devant faire face à l'embargo destructeur imposé depuis longtemps par les États-Unis. Les peuples en lutte leur ont déjà décerné le "prix Nobel de la paix" de cette année.

Dans ces conditions, à bien des égards, totalement inédites en Grèce, le KKE, le KNE, le mouvement syndical de classe, les syndicats qui se rallient au PAME, les organisations militantes de la classe ouvrière du secteur privé et public, ainsi que celles des indépendants de la ville et de la campagne (artisans, commerçants, agriculteurs, scientifiques), les artistes et les animateurs, les femmes, les étudiants universitaires et les élèves, ont défendu des revendications importantes, pour le soutien des revenus populaires, pour l'abolition des centaines de lois anti-populaires et des décisions gouvernementales qui touchent à tous les secteurs d'activités. Mais aussi, le soutien des immigrés et des réfugiés qui ont atterri dans notre pays et qui sont victimes des guerres impérialistes et de l'exploitation capitaliste.

Cette lutte s'organise contre des logiques et des théories très dangereuses qui tentent de désarmer les forces populaires ouvrières, de mettre des obstacles sur le chemin de la lutte de classe.

Il s'agit principalement de la théorie de la "responsabilité individuelle" qui est systématiquement cultivée par le gouvernement, l'État et les grands employeurs qui considèrent que l'individu est exclusivement responsable de la protection de la santé publique, tout cela pour occulter les énormes carences et insuffisances de l'État.

Il s'agit également des théories du complot irrationnelles et métaphysiques, émanant principalement de l'extrême droite, qui nient l'existence du virus et de la pandémie. Ces théories sont mises en avant par divers mécanismes du système pour piéger les personnes préoccupées et inquiètes. Elles sont également utilisées par le gouvernement comme un ennemi commode, afin de provoquer et de mettre à sac les demandes justes et nécessaires du mouvement.

Mais surtout, c'est la logique empoisonnée de "l'unité nationale" que cultivent le gouvernement, les partis bourgeois et le capital, en appelant le peuple à mettre ses luttes et ses revendications "en quarantaine" afin que nous "traversions tous ensemble cette aventure", donnant libre cours à leur éthique bourgeoise hypocrite. Dans cette logique, non seulement le gouvernement de la ND, mais aussi le représentant de la social-démocratie pécheresse et déchue de la Grèce d'aujourd'hui, SYRIZA, se démarque, en appelant à un nouveau "contrat social", à un "réalisme radical", essentiellement une "paix" entre les classes et l'assujettissement des forces du travail au capital.

Le KKE, par sa lutte durant cette période, a prouvé que la lutte de classe peut être adaptée, mais qu'elle n'est en aucun cas suspendue. En outre, le KKE, le KNE, le mouvement ouvrier de classe, les syndicats qui se rallient au PAME, ont prouvé tout au long de cette période qu'ils peuvent mener la lutte, tout en observant les mesures de protection requises pour le peuple, dans des conditions de pandémie comme aujourd'hui.

La célébration du Premier Mai des travailleurs de cette année, les journées d'action pour les travailleurs du commerce, du tourisme, des moyens de transport, etc., les dizaines de manifestations politiques, comme les grandes manifestations culturelles du 46ème Festival KNE-Odigitis, avec son respect exemplaire des protocoles sanitaires et la désobéissance face aux interdictions hypocrites de

l'État bourgeois sont autant de preuves que la lutte des classes peut trouver des moyens d'expression, y compris dans des conditions prohibitives, en utilisant des formes originales de lutte.

Pas un seul instant nous n'avons reculé face à la répression, face aux lois de violence anti-travail, face à l'interdiction des manifestations et à la restriction du droit de grève. Parce que nos "bouches masquées" ont montré qu'elles ont une voix forte qui ne se couvre pas, ni ne se tait, quels que soient les obstacles qu'on leur oppose.

Cette désobéissance organisée et "disciplinée" contre les mesures répressives anti-ouvrières a dérangé et dérange encore l'État bourgeois, car elle a révélé les grandes vertus de la classe ouvrière, du peuple organisé.

L'élément de désobéissance, la poursuite de la lutte dans n'importe quelles conditions, nous montre le chemin que tous les partis communistes et ouvriers doivent suivre de manière cohérente, sur la base de nos programmes et de nos objectifs stratégiques, avec l'internationalisme comme arme.

L'élément de "notre propre discipline" démontre le rôle d'avant-garde que doit et peut jouer uniquement le Parti communiste en tant que leader de sa classe, le seul parti qui peut s'appuyer sur des faits scientifiques, pour ouvrir des voies brillantes, et qui peut être le leader de la lutte, dans l'alliance sociale, pour mener les choses jusqu'à leur objectif final, c'est-à-dire la victoire décisive des travailleurs contre la dictature des monopoles, pour conduire les peuples vers une nouvelle société libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Comme le dit une célèbre chanson grecque, c'est ainsi que "la nécessité devient histoire"... La nécessité de briser le cercle vicieux des contradictions d'un système qui ne peut pas satisfaire les droits et les besoins essentiels de la grande majorité des gens, alors que dans le même temps, l'augmentation de la productivité et le développement de la technologie et de la science, créent les conditions pour des sauts et et des améliorations radicales dans la prise en charge des problèmes sociaux.

Cela montre encore plus clairement aujourd'hui comment l'organisation de l'économie basée sur le profit capitaliste, le pouvoir entre les mains d'une minorité sociale, c'est-à-dire les représentants des groupes monopolistes, devient un obstacle au progrès social et à la prospérité. Toutes les preuves, qui se sont accumulées sous nos yeux, démontrent l'urgente nécessité du socialisme-communisme, c'est-à-dire du pouvoir des travailleurs, de l'établissement de la propriété sociale, de la planification scientifique centralisée de l'économie, avec pour critère la satisfaction élargie de tous les besoins sociaux.

Parti du Travail de Corée

Protéger fermement la vie et la sécurité du peuple est la priorité absolue pour le Parti du Travail de Corée.

Département International du Comité Central du Parti du Travail de Corée

Alors que le monde traverse une grave crise sanitaire causée par une nouvelle infection de coronavirus, il est particulièrement important que les partis du réseau SOLIDNET puissent se réunir à cette occasion pour échanger leurs idées et leurs enseignements sur le thème de "L'activité des partis communistes et ouvriers dans les conditions de la pandémie et de la crise capitaliste, pour protéger la santé et les droits des couches populaires, dans la lutte pour changer la société, pour le socialisme".

Le Département International du PTC se saisit par ailleurs de cette occasion pour présenter ses chaleureuses salutations aux partis communistes et ouvriers du monde entier qui mènent une lutte ininterrompue pour protéger le droit à l'existence des masses laborieuses et pour faire avancer la cause du socialisme dans un contexte de crise pandémique mondiale.

Actuellement, notre Parti doit surmonter deux épreuves à la fois : la pandémie et les catastrophes naturelles.

La nouvelle pandémie de coronavirus qui précipite le monde vers la catastrophe représente pour la République Populaire Démocratique de Corée (RPDC) une menace plus grande encore que pour les autres pays.

La pandémie s'est en effet déclarée dans un pays partageant une frontière commune avec la RPDC et s'est successivement propagée aux autres pays asiatiques. La RPDC s'est donc retrouvée très tôt assiégée par la pandémie.

La crise persiste depuis des mois dans les régions et pays voisins, où la pandémie n'est pas complètement maîtrisée, mais provoque au contraire des infections et des résurgences de la maladie, et cette situation critique qui nous entoure menace constamment la RPDC, augmentant davantage le risque que le virus parvienne à pénétrer dans notre pays.

Dans ce contexte, le PTC a veillé à ce que des mesures anti-épidémiques préventives et appropriées soient prises dès les premiers stades de l'épidémie pour empêcher toute infiltration et propagation du virus dans le pays.

Les frontières ont été fermées, les cas suspects ont été mis en quarantaine, les vacances scolaires ont été prolongées, les marchandises importées et exportées ont été minutieusement examinées et désinfectées, le port du masque est devenu obligatoire et d'autres mesures anti-épidémiques d'urgence ont été mises en place les unes après les autres.

Alors qu'au fil du temps la pandémie s'avérait de plus en plus dangereuse de par le monde, nous avons physiquement fermé et bloqué tous les canaux et facteurs susceptibles de fournir une voie d'accès au virus.

Protéger fermement la vie et la sécurité de notre peuple est la priorité absolue pour le PTC.

Le PTC a considéré que la prévention de l'infection par le nouveau coronavirus constituait non seulement un travail anti-épidémique mais aussi une tâche cruciale de notre État pour protéger la population et un devoir important pour notre Parti qui est le garant de la vie de la population et de l'avenir des générations futures. Le Parti a tenu six réunions du Bureau Politique entre février et septembre de cette année pour réexaminer les mesures anti-épidémiques en place et a pris des dispositions pour trouver et combler à chaque fois les lacunes existantes, sans jamais laisser de place au hasard ou au laxisme dans ce travail.

Le PTC a déployé de grands efforts pour s'assurer que l'ensemble de la population partage le sentiment de crise aux côtés du Parti, accepte les décisions prises lors des réunions du Parti dans la lutte contre l'épidémie comme un enjeu vital pour protéger sa propre vie et son avenir, et pense et agisse à l'unisson, de manière volontaire et consciente.

En conséquence, le travail de prévention de la pandémie en RPDC est incontestablement devenu la tâche de l'ensemble du Parti, de l'État et du peuple, et des mesures rapides et efficaces ont pu être prises, de façon dynamique, concernant les différents enjeux de la lutte anti-épidémique.

Grâce à la direction clairvoyante du Parti et à l'engagement volontaire du peuple tout entier dans une action uniforme et indivisible, nous avons complètement empêché l'infiltration du virus mortel sur le territoire national et, à ce jour, pas un seul cas d'infection ne s'est déclaré dans notre pays, en dépit de la crise sanitaire complexe qui sévit dans les pays voisins et dans la région.

Cela confirme la justesse des mesures prises par le Parti et par l'État pour prévenir la propagation de la pandémie.

Dans la lutte pour contrôler de manière stable la pandémie en bloquant toute source potentielle d'infiltration du virus, nous avons acquis une expérience vraiment précieuse et, sur la base de cette expérience, nous déployons des efforts plus intenses encore pour préserver la vie et la sécurité de notre peuple avec une confiance redoublée.

Cette année, le Parti a également dû faire face à un défi imprévu, à savoir différents travaux de reconstruction après des dégâts causés par de désastreuses pluies torrentielles, des inondations et des typhons.

De juillet à septembre dernier, plusieurs régions de notre pays ont subi des dommages importants causés par de très fortes pluies, des inondations et trois typhons successifs ; en conséquence, de vastes étendues de terres agricoles, de nombreuses maisons d'habitation, des bâtiments publics ainsi que des infrastructures, notamment des routes et des ponts, ont été détruits ou submergés, privant les victimes des inondations de leurs logements et de leurs biens et ne leur laissant d'autre choix que de vivre dans des hébergements temporaires.

Pour le PTC, qui a fait du principe de primauté des masses populaires sa doctrine politique, aucune tâche n'est plus importante que celle de soulager le peuple de ses peines et de ses souffrances.

Le camarade Kim Jong Un, Président du PTC, a personnellement visité les sites touchés par les inondations et les typhons pour étudier la situation et a donné des instructions détaillées concernant la stabilisation des conditions de vie des sinistrés ainsi que les projets de reconstruction.

Lors de la 16ème réunion du Bureau Politique du 7ème Comité Central du PTC, qui s'est tenue à la mi-août, il a été décidé de concentrer tous les efforts pour réparer le plus rapidement possible les dégâts causés par les inondations et pour offrir des conditions de vie stables à la population ; et en réponse à l'appel ardent du camarade Président du PTC, pour que les membres du Parti de la ville de Pyongyang soient à l'avant-garde de la lutte pour la reconstruction après les dégâts causés par le typhon, plus de 12 000 membres du Parti de la capitale se sont portés volontaires pour se rendre dans les régions du nord de notre pays qui ont été les plus touchées et ils sont désormais engagés dans une lutte vigoureuse pour la reconstruction.

En outre, comme cela a été discuté et décidé lors de la 6ème réunion élargie de la 7ème Commission militaire centrale du PTC qui s'est tenue début septembre, des unités de l'Armée populaire de Corée (APC) ont également été mobilisées dans les principales zones industrielles afin de réparer les dégâts causés par le typhon et elles sont engagées dans une lutte intense pour éliminer toutes traces de la catastrophe d'ici la fin de l'année.

Il est dans l'intention du Président du PTC que notre Parti assume l'entière responsabilité de la vie des habitants frappés par les catastrophes naturelles ; et il est dans le caractère national de la Corée socialiste que notre peuple tout entier du pays partage les douleurs de ceux qui souffrent et surmonte les obstacles dans l'unité.

À l'heure actuelle, le PTC dirige les efforts de redressement sur plusieurs fronts et avec dynamisme afin de remédier aux dommages causés par les inondations et les typhons le plus tôt possible et de pouvoir saluer le 75ème anniversaire de la fondation de notre Parti comme une véritable fête populaire dont l'ensemble de notre peuple se réjouira.

Le 10 octobre, le PTC célébrera en effet le 75ème anniversaire de sa fondation.

Au cours des 75 dernières années depuis sa fondation, le PTC a constamment assumé la responsabilité du destin de notre peuple et de notre modèle de socialisme, et a toujours mené la révolution coréenne de victoire en victoire.

C'est le peuple qui demande le socialisme et c'est la force spirituelle et le pouvoir créatif des masses populaires qui constituent la force motrice du socialisme.

L'histoire du mouvement révolutionnaire mondial prouve que si le parti socialiste au pouvoir n'adopte pas une politique pour le peuple et au service du peuple, alors il perdra le soutien du peuple et deviendra incapable de remplir sa mission d'organisation politique de premier plan et sera, à terme, privé des acquis de la révolution et ruinera la cause du socialisme.

Chaque fois qu'il a dû choisir la voie à suivre et chaque fois qu'il a été confronté à de graves difficultés dans le processus de direction de la révolution coréenne, le PTC a toujours établi ses orientations et ses politiques après avoir écouté attentivement les voix du peuple et rassemblé ses aspirations et ses intentions.

En s'appuyant sur le pouvoir créatif illimité des masses populaires, le PTC a transformé notre pays, dominé par des siècles d'arriération et de pauvreté, en un État socialiste indépendant sur le plan politique, autosuffisant sur le plan économique et autonome sur le plan de la défense nationale, et a inauguré une nouvelle ère de construction d'un État puissant malgré les sanctions et le blocus vicieux des impérialistes.

En particulier, le PTC a toujours considéré comme son devoir et sa priorité première de prendre soin et d'assumer l'entière responsabilité du destin et de la vie de notre peuple et de le servir avec dévouement.

Considérer le peuple comme l'être le plus précieux, donner la priorité absolue aux intérêts du peuple et ne rien épargner pour le bien de notre peuple - voilà les avantages du socialisme de notre pays que le capitalisme ne peut ni avoir ni imiter.

Le camarade Kim Jong Un, Président du PTC, a personnellement lancé la construction de l'Hôpital Général de Pyongyang et a donné le premier coup de pioche lors de la cérémonie de pose de la première pierre en mars dernier. Plus tard, lors de la 14ème réunion élargie du Bureau Politique du 7ème Comité Central du PTC qui s'est tenue au début du mois de juillet dernier, il a pris des mesures énergiques pour fournir à la population des services médicaux avancés et de très haut niveau, s'assurant ainsi que l'hôpital sera achevé dans les meilleures conditions à l'occasion du 75ème anniversaire de la fondation du PTC, démontrant une fois de plus la vitalité de la politique du PTC, axée sur le principe de la primauté des masses populaires, qui considère l'amélioration des conditions de vie et de santé du peuple comme une question d'importance nationale.

Au travers de ses expériences de vie sur une longue période, notre peuple a confirmé la vérité du fait que ni les menaces de guerre des impérialistes, ni les féroces défis de la nature, ni la catastrophe causée par la pandémie ne pourront jamais le heurter tant que la politique du PTC sera orientée vers le principe de primauté des masses populaires.

A l'avenir aussi, le PTC concrétisera les beaux rêves et idéaux de notre peuple et mènera à bien la cause du socialisme jusqu'au bout, fidèle à la noble intention des Grands Camarades Kim II Sung et Kim Jong II d'accorder la priorité, le respect et l'amour au peuple.

La validité et la vitalité du socialisme ont encore été démontrées cette année au cours de la lutte contre la crise sanitaire mondiale.

A travers cette crise, l'humanité perçoit profondément la supériorité du socialisme sur le capitalisme pour garantir la vie et la sécurité du peuple, pour assurer le contrôle de la crise à l'échelle nationale et pour réaliser la coopération internationale.

Les pays capitalistes ont fait passer l'argent avant la protection des vies humaines, ont donné la priorité à la liberté individuelle plutôt qu'à une réponse à la crise fondée sur la collaboration sociale et ont privilégié l'intérêt national à la coopération et à la solidarité internationale avec les autres pays, ce qui a entraîné une croissance explosive du nombre de cas et de décès ; la réalité montre que le système capitaliste n'est pas en accord avec la nature intrinsèque de l'humanité et que sa chute n'est pas loin dans l'avenir.

Nous soutenons pleinement les partis révolutionnaires des pays socialistes dans leur lutte pour contrôler de manière stable la propagation de la pandémie et pour venir en aide aux pays qui se trouvent dans une situation critique, en leur fournissant des équipements et des fournitures médicales ainsi que de la main-d'œuvre.

Nous exprimons également notre solidarité absolue avec la lutte des partis communistes et ouvriers qui déploient des efforts inlassables, malgré les contraintes et les graves difficultés causées par la crise sanitaire mondiale, pour défendre le droit à l'existence des masses laborieuses, pour révéler la nature réactionnaire et l'injustice du capitalisme et pour faire avancer la cause socialiste.

Nous profitons enfin de cette occasion pour exprimer notre sincère gratitude envers tous les partis communistes et ouvriers qui ont apporté leur soutien inconditionnel au PTC dans sa lutte pour garantir la sécurité du peuple et accélérer la construction d'un pays socialiste puissant.

A l'avenir, comme il l'a toujours fait, le PTC continuera de mener une lutte dynamique pour la réalisation de l'indépendance des masses populaires et pour l'accomplissement de la cause socialiste, fermement uni avec les partis communistes et ouvriers et avec tous les autres partis révolutionnaires.

Parti Communiste des Travailleurs d'Espagne

La crise capitaliste en Espagne : accélérée par la pandémie et gérée par la sociale-démocratie

L'Espagne vit cette année 2020 la pire crise capitaliste de son histoire. Les indicateurs de la contraction de l'économie atteignent les deux chiffres, les travailleurs privés d'emploi se comptent par millions et les morts par la pandémie par dizaines de milliers.

Un regard superficiel pourrait déterminer que les causes de la crise actuelle se trouvent entièrement dans les effets de la pandémie et la mise à l'arrêt de l'économie pendant le confinement. Cependant, nos analyses préalables à la pandémie mettaient déjà en garde contre la proximité d'une crise capitaliste dans laquelle le coronavirus a agi plutôt comme catalyseur et non pas comme cause. Cette crise touche les rapports capitalistes au niveau mondial et pas seulement ses expressions nationales.

Dans notre 11e Congrès tenu en novembre 2017 nous affirmions que « le capitalisme mondial est incapable de récupérer les niveaux de croissance préalables à la dernière crise et on trouve à ce jour suffisamment d'indicateurs pour prévoir l'éclatement dune crise généralisée dans les années à venir.»

En effet, après la crise de 2008-2014 les taux de croissance n'ont atteint que quelques légers sommets pour retomber dans la stagnation entre 2018 et 2019. En 2020 l'investissement direct à l'étranger a subi une chute de 40%. La stagnation a eu des effets très significatifs tels que le prix négatif du pétrole : les producteurs payaient ceux qui voulaient prendre du stock. Sans reproduction capitaliste il n'y a pas de réalisation de plus-value et le premier maillon de cette chaîne se trouve dans la production et non pas dans la vente. Ceci a été précédé par une guerre de prix entre l'OPEP et la Russie, dont a résulté leur accord de réduction de la production, que le Mexique a rejoint. La surproduction existait déjà avant l'entrée en scène du coronavirus.

Pendant la crise capitaliste précédente, entre 2008 et 2014, certains pointaient du doigt le secteur financier comme son seul responsable. La dichotomie serait donc d'un côté un capitalisme spéculateur et un capitalisme productif, le premier étant négatif et le deuxième souhaitable. De la même manière, actuellement il y en a qui présentent la pandémie comme la seule cause de la crise, et le faux dilemme qui nous est présenté est entre d'un côté un capitalisme prédateur qui voudrait redémarrer le cycle économique au plus tôt et abandonner les confinements et de l'autre un capitalisme qui construit un « bouclier social » contre la crise.

Notre prémisse est qu'il n'y a pas de causes partielles qui expliquent à elles seules aucune des deux crises, que dans le capitalisme la crise est une norme issue de l'anarchie de la production provoquée par la propriété privée des moyens de production et utile pour recomposer le cycle économique, concentrer et centraliser la propriété et que ceux qui opposent un modèle de gestion capitaliste face à l'autre ont un intérêt à le faire car c'est le capitalisme lui-même et non pas telle ou telle modèle de gestion qui est à l'origine des crises et la cible de notre lutte en tant que communistes.

La crise capitaliste en Espagne et la gestion sociale-démocrate

La crise capitaliste a frappé vigoureusement l'économie espagnole, dans un contexte dans lequel la classe ouvrière n'avait pas non plus récupéré les niveaux de vie antérieurs à la crise. La réduction du PIB a été de 5.2% au premier trimestre et de 18.5 au deuxième. Les prévisions du FMI prévoient une contraction du PIB de 12.8% en 2020 et la Banque d'Espagne le réduit à 12.6% à condition qu'il n'y ait pas de reflux.

Après la levée des contraintes sanitaires en été pendant la saison touristique, on a entamé septembre avec une situation désolante : 60.000 nouveaux cas hebdomadaires et plus de 100 morts quotidiennes. La Communauté de Madrid, gouvernée par des partis libéral-conservateurs, annonce des confinements sélectifs : concentrés sur des quartiers ouvriers principalement du sud de la capitale.

Mais le gouvernement central, social-démocrate, a lui aussi donné une réponse de classe à la crise. Sa réaction se base sur deux piliers :

D'un côté, les mesures de stimulation fiscale qui injectent de la liquidité aux entreprises privées et particulièrement aux banques à travers de garanties de l'État sur les crédits. Ils tentaient de garantir la circulation du capital. L'État a même assumé d'importants coûts de productions entrepreneuriaux et notamment les salaires.

De l'autre côté le gouvernement a lancé des mesures pour soutenir la demande et pallier dans la mesure du possible certains effets de la surproduction capitaliste, auxquels ils ont hypocritement donné le nom de « bouclier social » pour les travailleurs : des indemnités chômage ont été octroyées même sans avoir le minimum de cotisation nécessaire, des sursis appliqués sur certains impôts dirigés notamment aux entreprises, et le nommé « revenu minimum vital ». À propos de ce dernier Pablo Iglesias (dirigeant de Podemos et actuel vice-président du gouvernement) a affirmé qu'il s'agit d'un « investissement public qui permet de maintenir un niveau plancher de demande permettant que les entreprises, autant les grandes que les PME, TPE et travailleurs indépendants, continuent à recevoir des commandes ».

Pendant ce temps, plus d'un million de travailleurs ont perdu leurs emplois au printemps et 4 millions ont été touchés par le chômage partiel. Le gouvernement a injecté une énorme quantité d'argent en liquidité et afin de soutenir la demande, se préparant ainsi à une courte crise avec une récupération rapide. Ces prévisions erronées ont été aggravées par l'énorme endettement public – équivalent à 98% du PIB – que l'Espagne avait déjà avant la crise actuelle. L'endettement ouvrira bientôt la porte à des mesures dajustement et des coupes budgétaires qui frapperont encore plus la classe ouvrière espagnole.

Les contradictions inter-impérialistes dans le cadre de la crise

Avant même l'explosion de la pandémie la confrontation entre les États-Unis et la Chine était l'axe d'un échiquier international changeant et instable. Mais loin de nous trouver face à un nouveau scénario de Guerre Froide, la rivalité économique et commerciale se produit entre deux pays dans lesquels les rapports capitalistes de production sont dominants et dont les monopoles s'affrontent pour les meilleures positions dans l'appropriation de plus value.

La technologie est actuellement le champ de bataille principal entre les deux puissances, mais loin de toute analogie avec la course à l'espace entre les États-Unis et l'Union Soviétique, l'effort chinois est aujourd'hui mené principalement par le monopole privé Huawei et ses réseaux de

télécommunications. La 5G n'est que l'axe principal qui déterminera d'innombrables chaînes de valeur la décennie à venir. L'enjeu de la course technologique est de s'approprier cette chaîne, une affaire très lucrative mais éloignée d'un affrontement entre deux systèmes sociaux ou deux modes de production différentes.

Les besoins de la propagande états-unienne les amènent à se servir à nouveau de leur drapeau anti-communiste dans sa confrontation avec la Chine, mais les Partis communistes auraient tort de répondre à cette offensive en brandissant la bannière d'une Chine où le capitalisme est roi.

Dans le domaine idéologique un autre faux dilemme est celui qui oppose les « globalistes » et les « souverainistes ». Les idées n'évoluent pas à la marge de la réalité matérielle et tant dans la défense chinoise du libre commerce et des projets multinationaux comme la « Nouvelle Route de la Soie » que dans l'appel de Trump au retour du capital états-unien à son territoire on ne trouve que des intérêts contradictoires entre monopoles. D'un côté les besoins chinois d'exportation de capital dans un monde où le gâteau a déjà été réparti ; de l'autre, la montée des salaires dans les pays asiatiques et de l'Est de l'Europe et la recomposition des relations internationales qui réduisent la compétitivité des délocalisations états-uniennes et européennes. Et au sein de chaque bloc, ses multiples contradictions, des monopoles avec des assises solides dans de tiers pays dont les intérêts sont affectés par ces épisodes de guerre commerciale.

En définitive, il s'agit d'une confrontation entre monopoles qui opèrent dans une économie mondiale extrêmement interdépendante – et qui donc se nécessitent mutuellement – et qui luttent pour une meilleure appropriation des profits – et qui donc s'affrontent entre eux. Mais dans cette équation le socialisme n'apparaît nulle part.

Le nouvel épisode de confrontation ouverte entre monopoles, avec le soutien de leurs gouvernements respectifs, est la course au vaccin contre le COVID-19. Les vaccins russe et chinois ont montré des résultats prometteurs, soutenus par des revues scientifiques de renommée comme The Lancet. Les annonces des réussites de ces vaccins ont été suivies par des campagnes de dénigrement médiatique dans les pays occidentaux ainsi que de pré-commandes multimillionnaires des vaccins produits par les monopoles pharmaceutiques occidentaux encore en phase de préparation avec l'objectif d'injecter de l'argent public dans leurs recherches. Le gouvernement états-unien a également introduit les sanctions habituelles contre l'institut qui a conçu le vaccin russe de façon à empêcher même son acquisition par les particuliers dans le marché nord-américain.

Le jour de l'écriture de cet article aucun vaccin na dépassé la phase 3 et il est donc impossible d'assurer son efficacité. Ce qu'ils ont tous démontré est l'intérêt des monopoles et des gouvernements par l'acquisition d'une position privilégiée dans un marché qu'on calcule à des dizaines de milliards de dollars.

La crise capitaliste a accéléré les contradictions entre les différents blocs impérialistes. Les États-Unis transfèrent des effectifs militaires de l'Europe vers la Mer de Chine Méridionale, la Chine et l'Inde s'affrontent militairement sur leur longue frontière commune, l'Est de l'Europe subit son énième tentative de « révolution de couleur » sponsorisée par des gouvernements de l'UE – cette fois-ci en Biélorussie – et le Venezuela subit une autre tentative d'ingérence face à l'incapacité de son gouvernement de former un véritable bloc révolutionnaire pour dépasser le capitalisme dans le pays.

Sans doute l'impérialisme montrera encore son visage le plus agressif dans la mesure où la crise exacerbera les contradictions entre monopoles et puissances capitalistes. L'impérialisme états-unien est toujours l'ennemi principal de la classe ouvrière de tous les pays, accompagnant sa voracité d'une politique agressive s'appuyant sur son énorme puissance militaire. Mais on ferait mal de voir les autres blocs impérialistes comme des alliés ou comme un nécessaire contrepoids. La cause de la

classe ouvrière mondiale n'a pas d'alliés dans les gouvernements de Bruxelles, Moscou ou Pékin. Profitons de leurs contradictions, mais gardons l'indépendance politique de la classe ouvrière avec le seul horizon du socialisme-communisme.

L'activité des communistes du PCTE pendant la crise économique et sanitaire

Dès le jour de la mise en place de l'État d'Urgence en Espagne, le PCTE a travaillé se basant sur l'idée que la lutte de classes ne s'arrête pas pendant la pandémie. Les attaques contre la santé de la classe ouvrière ont été constantes et flagrantes. Le PCTE a demandé la fermeture des centres de travail non stratégiques pour garantir la santé des travailleurs qui étaient quotidiennement exposés à la transmission dans les transports en commun et sur leurs postes de travail, vu que de surcroît ils ne disposaient pas des équipements de protection individuelle nécessaires.

Postérieurement, pendant les mois de confinement, l'activité du Parti s'est diversifiée, l'activité sur les réseaux sociaux sur lesquels ont répercuté toutes les campagnes réalisés pendant ces mois prenant une importance particulière. L'activité publique du parti a été réalisée en partie sur vidéoconférences et streaming, ainsi que la collaboration avec d'autres Partis communistes et ouvriers dans les initiatives similaires. Nous sommes également intervenus dans l'organisation du mouvement ouvrier dans ces conditions qui imposaient une adaptation pour maintenir la lutte de classes, exprimant clairement notre opposition au modèle du chômage partiel soutenu largement par les directions des syndicats majoritaires du pays.

Au niveau interne, les organes du parti ont maintenu leur activité et deux groupes de travail ont été constitués pour diriger l'intervention des camarades du PCTE dans le domaine de la santé (médecins, infirmiers, aides-soignants…) et dans le domaine éducatif. Ces groupes sont un saut qualitatif pour le Parti, abondant dans les orientations d'intervention dans la réalité concrète de ces secteurs.

Toute cette activité a été organisé sous deux consignes basiques pour le PCTE : « Nous ne paierons pas leur crise ni avec notre santé ni avec nos droits » et « Seul le peuple délivre le peuple ». Ainsi, l'ensemble du Parti a pu vérifier les concrétisations de la consigne du congrès d'avoir un Parti capable de lutter « sous toutes conditions ». Ses formes peuvent varier, mais le travail ne s'arrête sous aucun prétexte.

Une fois que les contraintes sanitaires ont été graduellement assouplies et le PCTE a récupéré sa capacité de mouvement, nous avons déplacé les campagnes et la propagande sur la gestion social-démocrate de la pandémie dans les rues, les lieux de travail et les quartiers populaires, en diffusant notre journal Nuevo Rumbo en papier, dans une version avec plus de pages. On a participé également des différents conflits ouvriers qui se sont déroulés suite aux politiques de gestion de la crise, ainsi qu'aux décisions de certaines entreprises de convertir leur dispositif de chômage partiel en PSE et licenciements massifs.

Au moment actuel la situation est incertaine dans le pays, la gestion du gouvernement social-démocrate avance vers la pérennisation des décisions soi disant temporaires prises pendant la crise, les conflits syndicaux se succèdent. Face à la confirmation d'une aggravation de la crise et de ses conséquences sur la classe ouvrière et le peuple travailleur, en cette fin d'année le PCTE a toutes ses forces militantes prêtes pour la lutte de classes sous toutes conditions, tirant la leçon de la période découlée depuis mars.

Octobre 2020

Parti Communiste Ouvrier de Russie

La boussole du marxisme montre la bonne direction

Victor Tulkine, secrétaire du Comité Central du Parti Communiste Ouvrier de Russie

Récemment, nous avons célébré ensemble des anniversaires importants: Centenaire de la Révolution d'Octobre et du Komintern, 200 ans depuis la naissance de Marx, 150 ans depuis la naissance de Lénine bientôt suivi du 200e anniversaire du général de l'armée prolétarienne Fridrich Engels (28 novembre). Dans les documents de tous les partis communistes (à la fois des partis séparés et en collaboration de plusieurs partis), il y a la justesse déclarée sans équivoque de notre enseignement - le marxisme-léninisme. Cet enseignement avec une précision absolue révèle l'essence d'exploitation du capitalisme qui ne peut être changée par aucune réforme humanitaire ou modèle de centre-gauche; elle démontre des crises économiques cycliques, alors que la théorie de l'impérialisme de Lénine explique avec une grande précision les conflits sans fin actuels ainsi que les guerres économiques et «classiques» externes et internes les plus dures. Nous connaissons tous le célèbre dicton de Lénine: « La doctrine de Marx est toute-puissante, parce qu'elle est juste. Elle est harmonieuse et complète ; elle donne aux hommes une conception cohérente du monde, inconciliable avec toute superstition, avec toute réaction, avec toute défense de l'oppression bourgeoise». Notre pratique, la justesse des prévisions et les explications assez matérialistes de ce qui se passe prouvent que c'est vrai. Trouver des preuves que cet enseignement est tout-puissant s'est avéré beaucoup plus difficile, et après la défaite (et nous sommes sûrs que c'est une défaite temporaire) du socialisme en URSS et la chute de l'Union soviétique, nous avons reculé. Pourquoi ? C'est parce qu'il ne suffit pas de savoir, il faut aussi pouvoir appliquer ses connaissances en pratique. C'est parce que la théorie devient une force matérielle dès qu'elle a conquis les masses, et ce n'est pas si facile à réaliser. C'est parce qu'il ne suffit pas de se qualifier de marxiste et de communiste, il ne suffit pas de jurer et d'honorer la renommée de nos grands maitres révolutionnaires, il faut adhérer à l'essence de cet enseignement, éviter de perdre son esprit révolutionnaire, éviter de quitter la science et d'aller vers le dogmatisme ou le primitivisme.

Pour ce faire, nous devons analyser correctement nos propres erreurs de la période soviétique sur la base de l'indication de Lénine: personne ne peut nous ruiner à part nos propres erreurs. De notre point de vue aujourd'hui, les partis qui sont dans l'opposition ainsi que les partis aux noms communistes qui font partie du pouvoir d'État ont commis ces erreurs, c'est-à-dire que la crise du mouvement communiste n'a pas seulement été surmontée, elle n'a pas été correctement diagnostiquée. La situation actuelle ressemble en grande partie à la dégénérescence et à la décomposition générale des vieux partis à l'époque de la IIe Internationale. Nous pouvons dire encore plus: l'opportunisme et le révisionnisme modernes sont devenus des armes bien organisées dirigées par la bourgeoisie, alors que dans le passé ils étaient des illusions internes «bénignes» et naturelles caractéristiques de la période de croissance extensive du mouvement communiste. Ceci explique notre faiblesse générale, notre recul général malgré certains exemples de lutte héroïque et nombre de succès de différents groupes dans divers pays.

La crise économique actuelle du capitalisme est souvent présentée comme un événement unique tout en lui donnant diverses définitions (crise systématique, crise du modèle libéral, crise hypothécaire, krach de la gestion financière de la société, etc.). Néanmoins, nous adhérons à la

définition classique et pensons qu'il s'agit avant tout d'une crise cyclique inévitable de surproduction dans les conditions concrètes de l'impérialisme moderne, une continuation des crises qui avaient commencé après la révolution socialiste d'octobre. Cette crise est entrée dans sa phase aiguë en 2008-2014. La crise a été prédite à la fois par les communistes et par des économistes objectifs. L'accumulation de contradictions, la différence flagrante entre la richesse et la pauvreté devraient inévitablement se manifester comme la prochaine étape de la chute de l'économie et de l'exacerbation de la contradiction entre impérialistes. Le fait que cette crise se déroule au moment des épidémies de COVID-19 est plutôt une coïncidence. Ces deux processus, à savoir la crise et les pandémies, semblent se chevaucher au point de fusionner en un processus conjoint interdépendant, permettant ainsi aux autorités bourgeoises et aux idéologues d'essayer de présenter les épidémies comme la raison de la crise. Il est évident que ce sont des mensonges. Dans certains cas, le COVID a accéléré le processus, il était comme un déclencheur, la cause première étant toujours le capitalisme lui-même. Les pandémies n'ont fait qu'aggraver la situation et ont révélé toutes les contradictions et les carences de l'ordre social capitaliste existant. En Russie, les autorités tentent de faire de leur lutte contre le coronavirus une sorte d'exemple pour le reste du monde. Le développement d'un vaccin est présenté comme l'accomplissement de la mission de sauver l'humanité. Pendant ce temps, nous pouvons observer une baisse de la production accompagnée d'une croissance du chômage (officiel et réel), alors que les taux de mortalité cette année, si on les compare à 2019, ont déjà montré une augmentation de 100 000 décès et cela indique clairement que les autorités ne peuvent évidemment pas faire face à la situation.

Pendant ce temps, les autorités russes utilisent la menace de pandémies comme prétexte pour introduire divers obstacles aux activités socio-politiques, notamment aux manifestations. Les réunions, les rassemblements, les piquets de grève et les manifestations sont interdits. Pourtant, les autorités se sentent libres de mener leurs propres événements pour leurs avantages politiques et leur propagande dans les circonstances actuelles. En 2018, ils ont adopté une loi augmentant de 5 ans l'âge de la retraite en Russie (le plus bas du monde). Nous avons prévu à la fois une augmentation du chômage et de la mortalité alors que la réalité s'est avérée encore pire que les prévisions en raison de l'épidémie. Néanmoins, l'épidémie n'ont pas empêché les autorités russes de mener un défilé pompeux le 24 juin 2020 qui a été suivi d'un «vote populaire» sur les changements constitutionnels (25.06 - 01.07.2020). Nous pensons que l'objectif principal de ce vote était de permettre à Poutine de se présenter à la présidence pour la cinquième fois et même plus, en fait autant de fois qu'il le souhaite (alors que l'ancienne norme constitutionnelle prévoyait 2 mandats consécutifs seulement). Nous devons mentionner qu'au parlement le Parti Communiste de la Fédération de Russie a voté en faveur de ce processus d'amendement de la constitution allant dans le sens du renforcement de la dictature bourgeoise. L'épidémie n'a pas empêché les autorités de procéder à des élections régionales le 13 septembre, même s'il était alors clair que la deuxième vague du virus allait arriver.

Le coronavirus a provoqué l'effondrement du système médical en Russie, ce qui avait été prévu par les communistes il y a longtemps et c'est maintenant évident pour la majorité de nos citoyens, en particulier pour ceux qui ont attrapé le coronavirus. Nous pouvons maintenant observer en Russie le résultat attendu et réel des soi-disant «réformes» de la santé publique.

Il est prouvé qu'une assistance médicale professionnelle complexe rendue en temps opportun, en particulier dans les conditions hospitalières, ne peut être assurée pour tout le monde, alors que la mince couche de hauts fonctionnaires avec leur accès garanti au système médical ainsi que les

représentants de la bourgeoisie capables d'acheter des médecins personnels et des services VIP n'ont pas de tels problèmes.

Des millions de gens ordinaires, même ceux qui vivent dans les grandes villes, sont condamnés à attendre un médecin, voire un ambulancier pendant de nombreux jours. Des millions de personnes doivent soigner leurs maladies, y compris la pneumonie virale, elles-mêmes à la maison. Lorsqu'ils demandent l'hospitalisation, on leur répond d'habitude: «au cas où vous vous sentiriez vraiment mal, appelez une ambulance»! Pour des raisons évidentes, un tel auto-traitement peut entraîner des complications ultérieures ou même un décès prématuré.

Dans ces conditions avec l'effondrement du système de santé, le pouvoir représenté par les hauts fonctionnaires, les députés, les journalistes apprivoisés continue de mentir que «tout est sous contrôle», qu'il faut garder le calme. Il est certain que cette «élite» n'a aucune raison de s'inquiéter!

Les autorités doivent continuer à mentir que tout est sous contrôle car sinon elles devraient reconnaître qu'elles n'ont pas réussi à prévoir l'ampleur des épidémies actuelles et qu'au lieu de se préparer à la peste, les autorités, en particulier régionales, étaient occupées à organiser le vote sur le changement de la constitution permettant à Poutine d'être élu indéfiniment et organisant des élections tout aussi stupides le 13 septembre.

Pourtant, la principale raison pour laquelle les autorités continuent de mentir que tout est sous leur contrôle est leur réticence à reconnaître, que toutes les réformes de la santé publique qui ont signifié la destruction du système soviétique ont mené vers un échec total, les éléments indispensables de ces réformes étant «l'optimisation» notoire (c'est-à-dire, réduction des hôpitaux et du personnel), imposition de médicaments chers, promotion des cliniques médicales privées qui ont pompé à la fois les spécialistes du secteur public, ainsi que l'argent des poches des citoyens.

Le système moderne de soins de santé russe est essentiellement un mécanisme de pompage de moyens colossaux sur le budget de l'État ainsi que sur les économies de la population; ces moyens visent à remplir les poches de la «mafia médicale» qui contrôle à la fois les institutions médicales et les flux financiers dans cette branche.

Rappelons que cette réforme a commencé par la promotion active des soins de santé privés. Il est clair que les cliniques médicales privées, dès le début, n'étaient pas des établissements de santé, mais plutôt des entreprises commerciales. Leur objectif n'était pas de fournir une assistance médicale et de renforcer la santé de nos concitoyens, ce n'était rien d'autre que des profits insignifiants pour leurs propriétaires. Cet objectif ne peut pas être atteint en améliorant la santé de la population, il est atteint en fournissant des services rémunérés aux personnes malades et plus il y a de personnes malades dans le pays, plus les profits sont élevés.

La situation dans les soins de santé locaux a été intentionnellement aggravée par la conduite de politiques criminelles d'«optimisation» des soins de santé lorsque les autorités ont limogé des centaines et des milliers de médecins et d'ambulanciers qualifiés dans des cliniques publiques, expulsant simultanément les médecins de leurs appartements précédemment fournis par les hôpitaux.

La même situation peut être observée également dans le secteur pharmaceutique qui a été presque complètement privatisé, ce qui a entraîné une flambée des prix dans les pharmacies. L'objectif de la

fabrication des médicaments n'est pas non plus le traitement des patients, mais leurs ventes. La corruption dans cette branche est si élevée que l'ancienne ministre russe de la Santé, Mme Tatyana Golikova a reçu le surnom de «Madame Arbidol» (Arbidol - médicament douteux avec une activité antivirale supposée qui n'a jamais été prouvée dans de véritables essais, toujours activement promu par les autorités sanitaires).
Tout cela s'est manifesté avec une évidence impitoyable dans la situation avec le coronavirus. Cette pandémie était-elle inattendue? Non, ce n'était pas le cas. Les épidémiologistes étaient bien conscients que les épidémies de diverses étendues se produisent régulièrement, tandis que des pandémies surviennent environ tous les 10 ans. C'est pourquoi nous pouvons affirmer que la pandémie actuelle a été utilisée par l'impérialisme pour justifier la prochaine crise économique et expliquer toute son abomination. La pandémie actuelle a attiré l'attention des médias pour enrichir ceux qui ont quelque chose à voir avec les affaires médicales et peuvent profiter de cette opportunité pour obtenir leur part des fonds publics et absorber les plus petits concurrents moins chanceux qui ont fait faillite. En dehors de cela, l'épidémie a été utilisée comme prétexte pour dissimuler la responsabilité de ceux qui ont organisé cette «optimisation» qui a conduit les soins de santé russes au bord de la catastrophe, tout en n'étant manifestement pas préparés à cette calamité.

Le virus existe, cette maladie est dangereuse et elle affecte et tue de nombreuses personnes. Pourtant, il y avait des situations similaires dans le passé. Les soins de santé soviétiques étaient auparavant totalement préparés à de telles épidémies et se battaient avec succès pour la santé de tous les citoyens, pas seulement des élus et des riches. On peut encore observer la robustesse de la médecine cubaine. En République populaire démocratique de Corée, le nombre de victimes d'infection est également peu élevé. Même la Chine, qui n'a pas encore été entièrement «capitalisée», a réussi à localiser rapidement et à lutter avec succès contre l'infection. Pendant ce temps, les pays capitalistes dits développés se sont révélés incapables d'assurer le traitement de touts leurs citoyens. Pourtant, ils sont parfaitement adaptés pour tirer profit des troubles et des souffrances des gens.

Les milliardaires russes comme ceux des autres pays ont accumulé d'énormes richesses malgré le fait que l'économie soit en crise profonde. Leur richesse a augmenté alors que le reste de la population est tombé dans la misère. Ce processus correspond exactement à la loi fondamentale de la nature et de la société: si quelque chose est perdu quelque part, cela peut être trouvé ailleurs.

Nous pouvons trouver de nombreux exemples. Par exemple, la production de masques hygiéniques a en effet été considérablement augmentée, mais avant l'épidémie, ils étaient beaucoup moins chers, même s'ils auraient dû être gratuits. La hausse des prix des médicaments a déjà été mentionnée ci-dessus.

Les analyses et les soins sont facturés cher en cas de besoin urgent. Les prix de beaucoup d'autres choses ont également augmenté : les denrées alimentaires, le carburant, les tarifs ainsi que le reste des biens et services essentiels. Si les petits commerces font inévitablement faillite, cela signifie que les grands n'auront plus à les concurrencer et qu'ils seront libres d'augmenter leurs prix encore plus, ce qui leur garantira des profits encore plus élevés - peut être pas immédiatement, mais assez rapidement. Il en va de même pour les petites et moyennes entreprises. Ces processus sont la manifestation de la loi de la monopolisation et de la concentration capitaliste. Il existe encore un autre exemple plus applicable à la Russie: s'il y a des stades fermés, des cinémas, des clubs de fitness et d'autres installations de divertissement, les fabricants et les vendeurs de vodka s'enrichiront.

L'État russe, plutôt que d'utiliser sa réserve de plusieurs milliards de fonds, continue obstinément de défendre les intérêts des grands capitaux et des représentants de l'État. De nombreuses mesures restrictives pour toute leur opportunité ne visent toujours pas à protéger la population contre la maladie, mais plutôt à imposer aux gens d'énormes amendes et autres taxes. N'oublions pas les interdictions des manifestations de protestation et d'indignation ! Un des exemples simples pour illustrer la déclaration ci-dessus: les retraités ne sont pas interdits de voyager par les moyens de transport publics; on leur refuse le droit de le faire gratuitement.

Le Parti communiste ouvrier de Russie affirme qu'il n'est plus possible de supporter une telle politique anti-populaire. Nous exigeons que l'ensemble des soins de santé soit immédiatement nationalisé. Nous exigeons que tous les privilèges spéciaux accordés aux représentants de l'État et aux députés soient interdits. Les soins de santé ne sont pas un type de service; c'est un droit indispensable des peuples plutôt qu'un moyen d'enrichir de nouveaux riches. Il en va de même pour l'industrie pharmaceutique.

Nous appelons les travailleurs à combattre le régime criminel qui a saigné les soins de santé russes. Le gouvernement et le président responsables de cette politique criminelle devraient démissionner et être jugés.

Néanmoins, ces slogans corrects doivent encore conquérir les masses. La lutte des travailleurs est assez peu développée et se limite aux formes les plus primitives - elle est généralement liée à l'absence de paiement ou retard de salaire. Pourquoi la lutte est-elle si faible ? Pourquoi les gens ne se réfèrent pas à la mémoire de notre passé soviétique, aux emplois garantis, aux loisirs, à l'éducation ?

C'est un sujet difficile pour nous-mêmes. Bien sûr, nous pouvons observer les autorités recourir à une propagande anticommuniste élaborée, alors que les anciens mérites et la renommée de l'URSS semblent être privatisés par les autorités, par exemple la victoire sur le fascisme. En revanche, l'histoire soviétique a été peinte en noir et ils ont choisi le drapeau tricolore du collaborateur hitlérien Vlasov comme drapeau national. Les autorités russes s'opposent à toutes les organisations communistes et ouvrières orthodoxes. En 2007, ils ont privé le PCOR d'enregistrement officiel, puis en 2019 la Cour suprême a privé le ROT Front d'enregistrement également. Ainsi, nous pouvons voir que les organisations de classe de travailleurs ont été coupées de la participation à la politique publique et aux élections.

Pendant ce temps, les autorités soutiennent leur «opposition loyale» que c'est le Parti Communiste de la Fédération de Russie (PCFR), qui est fondamentalement notre adversaire de classe, car la politique de ce parti signifie l'intégration dans l'opposition parlementaire de tous les mécontents du capitalisme. Toutes les activités de ce parti de Zuganov se limitent à des promesses «d'élections honnêtes» et à des rêves de victoire possible dans de telles élections et à la création d'un «gouvernement national de confiance». Il faut mentionner que cette tendance d'opportunisme classique, caractéristique des partis de la gauche européenne, est apparemment bien en accord avec la classe dirigeante. Dès 2000, V.Putin, dans son entretien pour le livre «À la première personne», a répondu comme suit à la question des correspondants sur le sort futur du PCFR: «Les communistes sont le seul vraiment grand parti avec une base sociale substantielle, avec encore quelques bugs idéologiques à éliminer». Le correspondant lui a demandé de préciser de quels bugs il parle exactement, et la réponse de Poutine a été «par exemple leur demande de confiscation et de

redistribution». Sans parler de la révolution et de la dictature prolétarienne. Ensuite, Poutine a souligné à nouveau: «les communistes vont soit changer de programme, se transformant ainsi en grand parti de gauche de type européen, soit ils échoueront à le faire et quitteront progressivement la scène politique au fur et à mesure qu'ils perdront leur base sociale, lorsque leurs partisans les quitteront progressivement de causes naturelles ». Le correspondant demande: "Les dirigeants communistes le croient-ils eux-mêmes? » Ici, Poutine démontre sa compréhension de la situation: «leurs dirigeants comprennent cela, même si cela peut sembler inattendu, et ils se préparent pour la transformation. Ils ne peuvent toujours pas le faire maintenant, ils ont peur que leurs principaux partisans ne percevront cela comme une trahison, alors que dans de telles situations, il ne faut pas tergiverser et il est essentiel de décider en temps opportun quand et dans quelle mesure ils doivent changer ».

Ainsi, nous pouvons voir un grand parti opportuniste au nom communiste qui estime que la limite des révolutions a été épuisée, la tâche de ce parti étant d'atténuer l'énergie de la contestation populaire en la canalisant dans les attentes parlementaires et les protestations verbales sans réelle lutte. Divers hommes d'affaires et capitalistes sont choisis par le PCFR comme candidats aux élections législatives fédérales et régionales et c'est devenu quelque chose d'habituel désormais. Le PCFR a présenté un candidat capitaliste même pour les élections présidentielles, malgré le fait que cette personne ait eu de nombreux conflits avec ses adversaires et ses proches, les autorités utilisant habilement ces faits pour discréditer les communistes. Parmi une cinquantaine de députés du PCFR, on ne trouve pas un seul dirigeant ouvrier ou des militants syndicaux. Il est difficile de parler de lutte de classe contre le PCFR car il y a beaucoup de communistes honnêtes et sincères parmi les militants de base de ce parti. Néanmoins, ils souffrent de la même maladie qui a été la raison de l'effondrement du PCUS - ils prennent leurs dirigeants sur la confiance et ne sont pas disposés à traiter le communisme comme une science. La politique opportuniste du PCFR obtient l'approbation méritée du régime, en particulier sous la forme de récompenses étatiques. Zyuganov lui-même a reçu la médaille de Stolypine qui lui a été remise par le premier ministre de l'époque, D. Medvedev. Nous devons nous rappeler que Stolypine était le premier ministre de l'époque tsariste qui, en raison de ses répressions contre le peuple, a été appelé par Lénine «massacreur». Outre les récompenses honorifiques, ces opportunistes se voient octroyer des financements assez importants du budget de l'Etat afin de pouvoir défendre le peuple sans causer de problèmes aux autorités et à l'ordre politique.

Outre le PCFR, les autorités ont également laissé participer aux activités parlementaires d'autres structures artificielles de nature provocante appelées «Communistes de Russie», une scission du PCFR, ou du «Parti communiste de justice sociale». Ces partis doivent être utilisés pour nuire à l'image des communistes dans l'opinion publique, pour discréditer l'idée communiste elle-même.

Ainsi, dans la Russie moderne, la lutte des classes, d'abord dans le domaine de la théorie et de l'idéologie, se déroule d'abord entre les marxistes orthodoxes, c'est-à-dire le PCOR et ses alliés d'une part et le PCFR et leurs partisans des autorités bourgeoises d'autre part.

Nous adhérons à la doctrine issue du Manifeste du Parti Communiste: notre objectif pour la période à venir est le suivant - organiser la classe ouvrière dans la classe pour elle-même, cet objectif devant rester inchangé en toutes circonstances, même dans le cas hautement improbable où Zyuganov serait élu président de la Russie. L'organisation du mouvement ouvrier, le soutien des luttes dans les usines et les entreprises ainsi que des travailleurs est une condition essentielle pour que les communistes atteignent les objectifs de leur programme.

Le jeune Lénine, alors Volodia Oulyanov, a décidé que son chemin dans la vie devait être consacré au service de la cause de la classe ouvrière. Nous pouvons lire dans le premier volume de ses œuvres complètes que «l'homme qui s'éveille dans un « cheval de trait », c'est le réveil d'une si grande importance historique mondiale, que tous les sacrifices pour le mettre en œuvre sont justifiés». La scission dans le mouvement de gauche sur ce sujet simple peut être observée depuis longtemps. Certains luttent pour un «cheval de travail» bien nourri, pour un fourrage adéquat et de bons soins. Néanmoins, même un cheval de travail bien nourri reste encore du bétail. Au niveau actuel de développement des forces productives, la bourgeoisie a de nombreuses possibilités de maintenir les travailleurs dans l'état de bétail bien nourri en garantissant des salaires, des divertissements, y compris la permissivité sexuelle, ainsi qu'un droit de vote en faveur de la distribution de nourriture.

Pendant ce temps, d'autres essaient d'éveiller l'homme dans le cheval de travail, d'organiser les gens pour la lutte pour leurs propres droits à suivre les paroles du vieil hymne prolétarien: Il n'y a pas de sauveurs suprêmes, ni Dieu, ni César, ni tribun. Producteurs, sauvons-nous par nous même.

De notre point de vue, cette tâche reste la plus importante également pour le mouvement communiste international. Nous ne pouvons espérer un succès que si nous parvenons à procéder à une séparation avec l'opportunisme et le révisionnisme. Ceci est en outre confirmé par l'expérience de certains dirigeants de gauche accédant au pouvoir dans un certain nombre d'États (Demetris Christofias (AKEL, Chypre), Hugo Chavez (Venezuela), Vladimir Voronin (Moldavie), Alexander Lukashenko (Biélorussie)). Nous pouvons voir que sans la participation des travailleurs à la gestion de l'État, le processus ne peut pas être considéré comme stable et il existe toujours la possibilité d'un mouvement inverse vers la réaction.

Le sujet central du marxisme est l'enseignement sur la dictature du prolétariat. Les soviets basés sur l'organisation du peuple obtenue au cours de la production se sont révélés être la forme d'organisation la plus stable de la dictature du prolétariat. Lénine a souligné que ce n'est pas un pouvoir pour les travailleurs; c'est le pouvoir des travailleurs. Ce pouvoir doit être conquis par les travailleurs eux-mêmes, c'est le début du marxisme.

La boussole du marxisme montre la bonne direction!
Demandons-nous: que construisons-nous? Toute notre lutte pour la cause des travailleurs est la lutte contre l'exploitation, contre toute sorte d'oppression et d'esclavage, c'est la lutte des classes. Le Manifeste du Parti Communiste a défini le communisme comme une «association libre, où le libre développement de chaque personne deviendra une condition du libre développement de tous. Vice versa: le libre développement de tous devient une condition préalable au libre développement de chacun. C'est-à-dire que nous construisons des relations entre les gens. Telle est la fonction principale de la dictature du prolétariat qui vise à détruire la propriété privée, à construire une société sans classes et donc à s'anéantir également. Nous, communistes soviétiques qui avons vécu et lutté à l'époque soviétique, en répondant à la question de savoir si la vie sous le socialisme était meilleure, rappelons d'abord les relations entre les gens, avant même l'absence de chômage, l'éducation gratuite, la médecine, le logement abordable et accessible, ces relations étant tellement plus honnêtes, pures et justes. Elles étaient plus humaines. C'est quelque chose pour quoi il vaut la peine de se battre.

30 octobre 2020

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF)



- **Son site : www.pcrf-ic.fr**
- **Son journal :**



- **Ses affiches** ***(à découvrir et à commander via notre site, comme celles ci-dessous et de nombreuses autres...)***



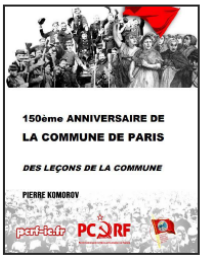






- **Ses brochures, autocollants, tee-shirts...**











- **Sa chaîne Youtube :** ***TV Rouge IC...***



- **Ses campagnes « *Accusons le capitalisme !* » :**

NOS EMPLOIS (ACCUSONS LE CAPITALISME) — **https://nosemplois.wordpress.com/**

CONTRE LA VIE CHÈRE (ACCUSONS LE CAPITALISME) — **https://viechere.wordpress.com/**